

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance **Allianz IARD**, entreprise régie par le Code des assurances, Société anonyme au capital de 991.967.200 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n°542 110 291, et dont le siège social est situé, 1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex, atteste que :

GUIBAN
Rue de Kerlo
ZI de Kerpont - BP 21
56850 Caudan Cedex
N° SIREN : 321933616

est titulaire d'un contrat d'assurance : **Allianz Réalisateurs d'Ouvrages de Construction numéro 56 029 978** souscrit depuis le 01.01.2016

La présente attestation, établie le 6 décembre 2021 est valable pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

➤ aux activités professionnelles ou missions suivantes :

▪ **0310 Voirie et réseaux divers** (à l'exclusion des terrains et pistes de sports non couverts) réalisés à ciel ouvert : Canalisations, assainissement, chaussées, trottoirs, pavage, arrosage, espaces verts.

Réalisation :

- de canalisations d'assainissement y compris les ouvrages annexes,
- d'installation d'assainissement et d'épuration autonomes non reliées au réseau public,
- de réseaux divers,
- de poteaux et clôtures,
- de voiries, de parcs de stationnement de surface, de bordures, de revêtements
- d'espaces verts y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.

Cette activité comprend les travaux accessoires et/ou complémentaires de terrassement et fouilles.

▪ **1910 Plomberie** sauf fluides spéciaux et médicaux, installations sanitaires, chauffage à eau chaude ou vapeur, hors techniques de géothermie, aérothermie et thermique solaire.

Réalisation d'installations (production, distribution, évacuation) sanitaires et d'eau chaude (sanitaire et de chauffage), de réseaux de fluide ou de gaz, hors techniques de géothermie, aérothermie, et thermique solaire.

Cette activité comprend les travaux accessoires et/ou complémentaires de :

- évacuation des gaz brûlés des appareils de production d'eau chaude,
- platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
- chapes de protection des installations de chauffage,
- tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
- calorifugeage, isolation thermique et acoustique,
- raccordement électrique du matériel.

Cette activité ne concerne pas les fluides médicaux ou spéciaux c'est-à-dire autres que l'eau, les gaz combustibles domestiques et les effluents.

- **2010** Fumisterie, chemisage, tubage à l'exclusion des fours et cheminées industriels, des cheminées avec insert et/ou foyer fermé et des chaufferies urbaines.
Réalisation (hors fours et cheminées industriels et chaufferies urbaines) de systèmes d'évacuation des produits de combustion.
Cette activité comprend les travaux de :
 - construction et installation d'âtres et foyers,
 - construction de socles de chaudières,
 - pose sur le sol de carreaux réfractaires et céramiques,ainsi que les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
 - raccords d'enduits divers,
 - calorifugeage des conduits,
 - revêtements en carreaux et panneaux de faïence

- **2110** Installations thermiques de génie climatique, Installations d'aéraulique et de conditionnement d'air, à l'exclusion des techniques de géothermie et d'airothermie.
Réalisation d'installations (production, distribution, évacuation) de chauffage et de refroidissement, y compris de ventilation mécanique contrôlée (V.M.C), de renouvellement et traitement de l'air, de rafraîchissement, hors technique de géothermie, airothermie et hors pose de capteurs solaires intégrés.
Cette activité comprend les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
 - platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
 - chapes de protection des installations de chauffage,
 - tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
 - calorifugeage, isolation thermique et acoustique,
 - raccordement électrique du matériel

- **2117** Géothermie, Airothermie. Réalisation d'installations de chauffage, de rafraîchissement et de production d'eau chaude sanitaire par les techniques utilisant les énergies géothermique et airothermique, avec tous types de fluides.
Cette activité comprend les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
 - sondage, forage et terrassement,
 - platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
 - tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
 - calorifugeage, isolation thermique et acoustique,
 - raccordement électrique du matériel,
 - chape de protection de l'installation de chauffage,
 - installation de ventilation mécanique contrôlée (V.M.C).

- **2710** Electricité (à l'exclusion de la production d'électricité). Réalisation de réseaux de distribution de courant électrique, de chauffage électrique, ainsi que le raccordement et l'installation d'appareils fonctionnant à l'électricité.
Cette activité comprend l'installation de ventilation mécanique contrôlée (V.M.C) et la pose de dispositifs de protection contre les effets de la foudre, ainsi que les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
 - tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
 - chapes de protection des installations de chauffage.Cette activité ne comprend pas la réalisation d'installations de production d'électricité.

- **2720** Gestion technique centralisée. Téléalarme, télésurveillance, télégestion.
Réalisation de systèmes de gestion technique centralisée d'installations thermiques et de climatisation, téléalarme, télésurveillance, télégestion, ainsi que les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
 - tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
 - installation de détection d'intrusion.

- **9911** Contractant général, (titulaire du marché de maîtrise d'œuvre et de celui de l'ensemble des travaux de l'opération de construction), exclusivement dans les départements d'Outre-Mer.

Le terme réalisation comprend pour toutes les activités exercées la conception, la mise en œuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-lestage.

Par la notion de travaux accessoires et/ou complémentaires, il faut entendre la réalisation de travaux nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux relevant de l'activité principale définie.

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements et régions d'Outre-mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 30.000.000 euros.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - **Travaux de technique courante**, c'est-à-dire travaux réalisés avec des procédés ou des produits de construction :
 - soit traditionnels ou normalisés et conformes aux règles en vigueur, c'est-à-dire aux normes françaises homologuées (NF DTU ou NF EN), aux règles professionnelles acceptées par la Commission Prévention Produits mis en œuvre (C2P¹) ou à des recommandations professionnelles du programme Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 (RAGE 2012²) non mises en observation par la C2P³, ou aux normes publiées par les organismes de normalisation des autres États membres de l'Union Européenne ou des États parties à l'Accord sur l'espace Économique Européen offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalent à celui des normes françaises,
 - soit non traditionnels, sous condition qu'ils aient fait l'objet, au jour de la passation du marché :
 - . d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P,
 - . d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable, ne valant que pour le chantier mentionné,
 - . d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.
 (Ces documents sont publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, l'Agence Qualité Construction (AQC) ou tout autre organisme habilité par la Commission Ministérielle créée par l'Arrêté du 2 décembre 1969)
 - **Travaux relatifs à des ouvrages ne présentant pas de caractère exceptionnel**, à savoir comportant une ou plusieurs particularités suivantes :
 - Grande portée :
 - . Pour le bois : porte-à-faux supérieur à 15 m (20 m pour le bois lamellé collé)
 - Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 80m pour les arcs.
 - . Pour le béton: Porte-à-faux supérieur à 20 m
 - Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 100m pour les arcs.
 - . Pour l'acier : Porte-à-faux supérieur à 25 m
 - Portée entre nu des appuis supérieure à 50m pour les poutres et 100m pour les arcs.

¹ Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

² Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)

³ Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com)

- Grande hauteur :
 - . Hall sans plancher intermédiaire : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 35 m.
 - . Bâtiment à étages, réfrigérants, réservoirs : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 60 m.
 - . Cheminées des bâtiments : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100 m.
 - . Tours hertziennes : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100 m.
- Grande capacité :
 - . Cuves - réservoirs - Châteaux d'eau - piscines - dont la capacité excède 2.000 m3.
 - . Batterie de silos comportant des cellules d'une capacité unitaire supérieure à 2.000 m3 et silos comportant une cellule unique d'une capacité supérieure à 5.000 m3.
- Grande profondeur:
 - . Parties enterrées lorsque la hauteur de celles-ci (au-dessous du point le plus haut du sol entourant l'ouvrage) est supérieure à 15m.
 - . Pieux (ou puits de fondations) de plus de 30m. après recépage.
- Grande longueur:
 - Tunnels et galeries forées dans le sol d'une section brute de percement jusqu'à 80 m2 et d'une longueur totale supérieure à 1000 m
 - Ouvrages de franchissement routier ou ferroviaire d'une longueur totale de culée à culée supérieure à 100m, chaque travée n'excédant pas 50 m
- **Travaux relatifs à des ouvrages ne présentant pas de caractère tout à fait inusuel**, à savoir caractérisés par des exigences :
 - d'invariabilité absolue des fondations (ex. : fondations de cyclotron, de synchrotron, ...);
 - d'étanchéité absolue (ex. : cuves de "pile-piscine");
 - de résistance à des vibrations ou effets calorifiques intenses (ex. : bancs d'essais de réacteurs);
 - de planéité avec des tolérances exceptionnellement strictes des dalles destinées à servir d'aires de stockage (exemple : dalle de fond d'un silo masse).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.

Elle est gérée en capitalisation.

Montant de la garantie

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.

Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

Durée et maintien de la garantie :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

AUTRES GARANTIES EN CAS DE DOMMAGES CAUSES A L'OUVRAGE

I) Périmètre et conditions d'application

- Les dispositions précédemment décrites concernant les activités, la localisation des travaux ainsi que les travaux, produits et procédés de construction, sont applicables pour l'ensemble des ouvrages couverts au titre de la présente attestation.
- Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent :
 - aux chantiers relatifs à des ouvrages soumis à obligation d'assurance dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 30.000.000 euros.
- Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent :
 - aux chantiers relatifs à des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'excède pas 6.000.000 euros TTC et dont le montant du marché de l'assuré n'excède pas 2.000.000 euros TTC

II) Garanties souscrites

- **Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantier avant réception**
- **Garantie de responsabilité du sous-traitant en cas de dommages de nature décennale :**

Elle s'applique aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.

Nature de la garantie :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant. Elle est gérée en capitalisation.

Montant de la garantie : 10.000.000 euros par sinistre.

Durée et maintien de la garantie : Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.

- **Garantie responsabilité civile décennale facultative :**
elle s'applique aux travaux accomplis par vous en tant que traitant direct ou en tant que sous-traitant et relatifs à des ouvrages non soumis à obligation d'assurance.
Cette garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L.124-5 4^{ème} alinéas du code des assurances. Le délai subséquent est de 10 ans.

➤ **Garanties complémentaires à la Responsabilité Décennale**

Ces garanties sont déclenchées par une réclamation conformément à l'article L124-5 4ème alinéa du code des assurances.

GARANTIES DES DOMMAGES CAUSES AUX TIERS

Ces garanties s'appliquent aux activités professionnelles ou missions précédemment décrites ainsi qu'aux missions suivantes :

1920 Entretien, maintenance et dépannage d'appareils de production d'eau chaude sanitaire et de chauffage

1930 Fluides spéciaux et médicaux. Réalisation d'installations (production, distribution, évacuation) de fluides médicaux ou spéciaux, c'est-à-dire autres que l'eau, les gaz combustibles domestiques et les effluents.

Cette activité comprend les travaux accessoires et/ou complémentaires de :

- platelage, réalisation de socle et support d'appareils et équipements,
- chapes de protection des installations de chauffage,
- tranchées, trous de passage, saignées et raccords,
- calorifugeage, isolation thermique et acoustique,
- raccordement électrique du matériel

2120 Gestion et maintenance d'équipements thermiques et de climatisation. Hygiène des réseaux

9910 Réalisation de système de traitement de l'eau.

9910-1 Fourniture et pose de petits mobiliers pour des piscines.

➤ **Responsabilité civile de l'entreprise :** Cette garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L124-5 4ème alinéa du code des assurances. Le délai subséquent est de 10 ans.

Cette garantie s'applique aux dommages survenus en France métropolitaine et dans les départements et régions d'Outre-mer, dans les pays de l'Union européenne, dans les Principautés de Monaco et d'Andorre, dans les collectivités et pays d'Outre-mer, en Suisse, Islande, Norvège, au Liechtenstein, Vatican et à San Marin. Cette garantie est étendue au monde entier, **sauf USA et Canada**, pour les dommages survenus du fait de l'exercice de votre activité professionnelle, **pour autant que la durée maximum de vos activités n'excède pas 6 mois par an dont 3 mois consécutifs.**

➤ **Défense pénale et recours suite à accident :** Cette garantie s'applique aux dommages survenus en France métropolitaine et dans les départements et régions d'Outre-mer, dans les pays de l'Union européenne, dans les Principautés de Monaco et d'Andorre, dans les collectivités et pays d'Outre-mer, en Suisse, Islande, Norvège, au Liechtenstein, Vatican et à San Marin.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation se compose de 08 pages.

Établie à LA DEFENSE le 06/12/2021,

Pour Allianz IARD,

Allianz IARD

Entreprise régie par le Code des Assurances

Société anonyme au capital de 991.967.200 €

Siège social : 1 cours Michelet – CS 30051 –

92076 Paris La Défense Cedex

542 110 291 RCS Nanterre

TABLEAU RECAPITULATIF DES GARANTIES

Les montants de garantie sont fixés par année d'assurance. Ils constituent l'engagement maximum de l'assureur quel que soit le nombre de sinistres ou de victimes, sans report d'une année d'assurance sur l'autre. Ils se réduisent et s'épuisent par tous règlements amiables ou judiciaires d'indemnités

Nature des garanties et montants maximaux
<p>Garantie A - Dommages matériels à votre ouvrage et aux biens sur chantiers avant réception</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel tous corps d'état HT, y compris honoraires d'étude et de contrôle, de la construction n'excède pas 30.000.000 € ⁽¹⁾ : Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : 700.000 € par année d'assurance • Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 2.000.000 € HT et que le coût total prévisionnel tous corps d'état HT, y compris honoraires d'étude et de contrôle, de la construction n'excède pas 6.000.000 € : Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : 5000.000 € par année d'assurance • Quel que soit le type de travaux Dommages aux biens sur chantiers tels que définis au contrat, y compris frais accessoires : 300.000 € par année d'assurance
<p>Garantie B - Responsabilité civile de l'entreprise</p> <p>Pour les dommages survenus avant livraison et/ou réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement • Dommages corporels causés à des personnes autres que vos préposés : 10.000.000 € par année d'assurance • Dommages Corporels à vos préposés (§ 3.2 DG) : 1.500.000 € par année d'assurance <ul style="list-style-type: none"> - Dommages matériels et immatériels consécutifs : 3.000.000 € par année d'assurance <ul style="list-style-type: none"> - sans pouvoir dépasser pour ceux résultant de vol commis par les préposés : 30.000 € par année d'assurance - dommages immatériels non consécutifs : 500.000 € par année d'assurance • Dommages résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement : Tous dommages Corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus, par année d'assurance : 900.000 € par année d'assurance <p>Pour les dommages survenus après livraison et/ou réception :</p> <p>Tous dommages confondus : 3.000.000 € par année d'assurance sans pouvoir dépasser pour les :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dommages matériels et immatériels consécutifs : 1.500.000 € par année d'assurance • dommages immatériels non consécutifs : 500.000 € par année d'assurance

Nature des garanties et montants maximaux
<p>Garantie C – Défense pénale et recours suite à accident</p> <p>50.000 € H.T par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes</p>
<p>Garantie D – Responsabilités pour les dommages de nature décennale</p> <p>Pour les dommages survenus après la réception</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les travaux soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel hors taxes n'excède pas 30.000.000 €⁽¹⁾ : <ul style="list-style-type: none"> • décennale obligatoire de responsabilité décennale <ul style="list-style-type: none"> ○ Habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. ○ Hors habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-I du Code des assurances. - Pour les travaux non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 2.000.000 € TTC⁽²⁾ et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 6.000.000 €⁽²⁾ : <ul style="list-style-type: none"> • décennale facultative : 2.000.000 € par année d'assurance
<p>Garantie E - Garanties complémentaires à la responsabilité décennale</p> <p>Pour les dommages survenus après réception</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les travaux soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel hors taxes n'excède pas 30.000.000 €⁽¹⁾ : <ul style="list-style-type: none"> • Garantie des travaux que vous exécutez en tant que sous-traitant : 10.000.000 € par sinistre • Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement : 1.000.000 € par année d'assurance • Dommages immatériels consécutifs à un sinistre décennal : 1.500.000 € par année d'assurance • Dommages intermédiaires (matériels et immatériels consécutifs) : 200.000 € par année d'assurance - Pour les travaux non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 2.000.000 € TTC⁽²⁾ et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 6.000.000 €⁽²⁾ : <ul style="list-style-type: none"> • Garantie des travaux que vous exécutez en tant que sous-traitant : 1.000.000 € par année d'assurance • Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement : 500.000 € par année d'assurance • Dommages immatériels consécutifs : 250.000 € par année d'assurance

- (1) Si le coût total prévisionnel de construction excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. À défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L 121-5 du Code des assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total de la construction (honoraires et taxes compris)
- (2) Si le coût total de votre marché excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. À défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L 121-5 du Code des assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total du marché. Si le coût total prévisionnel de la construction excède 6.000.000€ la garantie n'est pas acquise